

RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2018 B 04451

Numéro SIREN : 834 950 776

Nom ou dénomination : 6TM PARTNERS

Ce dépôt a été enregistré le 15/02/2018 sous le numéro de dépôt 16331



1802156603

DATE DEPOT :	2018-02-15
NUMERO DE DEPOT :	2018R016331
N° GESTION :	2018B04451
N° SIREN :	834950776
DENOMINATION :	6TM PARTNERS
ADRESSE :	52 boulevard de Sébastopol 75003 Paris
DATE D'ACTE :	2017/11/17
TYPE D'ACTE :	CERTIFICAT
NATURE D'ACTE :	ATTESTATION BANCAIRE



CERTIFICAT CONSTATANT LES VERSEMENTS DE FONDS
SOCIETES EN FORMATION

Je, soussigné, Jérémy Longuet
agissant en qualité de conseiller professionnel
du CREDIT LYONNAIS, société anonyme au capital de 1.847.860.375 EUR, dont le siège social est à
LYON (Rhône) 18 rue de la République, et le siège administratif à Villejuif (94811) 20 avenue de
Paris, SIREN 954.509.741 - RCS LYON

Certifie par la présente que nous avons reçu la somme de 4.500,00 euros
(quatre mille cinq cents €) (*Lettres et chiffres*)
par chèque(s) / virement (s) (*) émis par
EURL HO CONSEIL 521892042

Né(e) le à
et demeurant
75 RUE DOM PERIGNON 51160 HAUTVILLIERS

en sa qualité d'associé/fondateur de la société(dénomination) 6TM PARTNERS
société SAS (forme de la société) en formation, dont le siège social sera situé :

52 BOULEVARD SEBASTOPOL 75003 PARIS

pour être portée au compte spécial intitulé : « Société 6TM PARTNERS en formation /
souscriptions du capital ».

Ce compte a été ouvert pour recevoir les fonds correspondant aux souscriptions en numéraire
conformément à [l'article L 225-5 du code de commerce (SA, SAS, SCA) / l'article L 223-7 du code de
commerce (SARL, EURL)] (*).

La somme déposée restera immobilisée dans les conditions légales et réglementaires, et son retrait
ne pourra être effectué qu'en se conformant aux dispositions légales.

Fait pour servir et valoir ce que de droit.

A EPERNAY
Le 17/11/17

(*) rayer les mentions inutiles

Jérémy Longuet
Conseiller Clientèle
LCL Epernay 7533



CERTIFICAT CONSTATANT LES VERSEMENTS DE FONDS

SOCIETES EN FORMATION

Je, soussigné, Jérémy Longuet
agissant en qualité de conseiller professionnel
du CREDIT LYONNAIS, société anonyme au capital de 1.847.860.375 EUR, dont le siège social est à
LYON (Rhône) 18 rue de la République, et le siège administratif à Villejuif (94811) 20 avenue de
Paris, SIREN 954.509.741 - RCS LYON

Certifie par la présente que nous avons reçu la somme de 4.500,00 euros
(quatre mille cinq cents €) (*Lettres et chiffres*)
par chèque(s) / virement (s) (*) émis par
SARL VAL'ORGA 443195185

Né(e) le à
et demeurant

14 RUE DU VIEUX FAUBOURG CS 30028 59042 LILLE CEDEX

en sa qualité d'associé/fondateur de la société(dénomination) 6TM PARTNERS
société SAS (forme de la société) en formation, dont le siège social sera situé :

52 BOULEVARD SEBASTOPOL 75003 PARIS

pour être portée au compte spécial intitulé : « Société 6TM PARTNERS en formation /
souscriptions du capital ».

Ce compte a été ouvert pour recevoir les fonds correspondant aux souscriptions en numéraire
conformément à [l' article L 225-5 du code de commerce (SA, SAS, SCA) / l'article L 223-7 du code de
commerce (SARL, EURL)] (*).

La somme déposée restera immobilisée dans les conditions légales et réglementaires, et son retrait
ne pourra être effectué qu'en se conformant aux dispositions légales.

Fait pour servir et valoir ce que de droit.

A EPERNAY

Le 17/11/17

(*) rayer les mentions inutiles

Jérémy LONGUET
Conseiller clientèle F
LCL Epernay 7933



CERTIFICAT CONSTATANT LES VERSEMENTS DE FONDS

SOCIETES EN FORMATION

Je, soussigné, Jérémy Longuet
agissant en qualité de conseiller professionnel
du CREDIT LYONNAIS, société anonyme au capital de 1.847.860.375 EUR, dont le siège social est à
LYON (Rhône) 18 rue de la République, et le siège administratif à Villejuif (94811) 20 avenue de
Paris, SIREN 954.509.741 - RCS LYON

Certifie par la présente que nous avons reçu la somme de 1.500,00 euros
(mille cinq cents €) (Lettres et chiffres)
par chèque(s) / virement (s) (*) émis par
SARL A3FCONSULTING 814148052

Né(e) le à
et demeurant
15 RUE ANTONIO VIVALDI 62710 COURRIERES

en sa qualité d'associé/fondateur de la société(dénomination) STM PARTNERS
société SAS (forme de la société) en formation, dont le siège social sera situé :

52 BOULEVARD SEBASTOPOL 75003 PARIS

pour être portée au compte spécial intitulé : « Société STM PARTNERS en formation /
souscriptions du capital ».

Ce compte a été ouvert pour recevoir les fonds correspondant aux souscriptions en numéraire
conformément à [l'article L 225-5 du code de commerce (SA, SAS, SCA) / l'article L 223-7 du code de
commerce (SARL, EURL)] (*).

La somme déposée restera immobilisée dans les conditions légales et réglementaires, et son retrait
ne pourra être effectué qu'en se conformant aux dispositions légales.

Fait pour servir et valoir ce que de droit.

A EPERNAY
Le 17/11/17

(*) rayer les mentions inutiles

Jérémy LONGUET
Conseiller Clientèle Professionnels
LCL Epernay 7333



CERTIFICAT CONSTATANT LES VERSEMENTS DE FONDS

SOCIETES EN FORMATION

Je, soussigné, Jérémie Longuet
agissant en qualité de conseiller professionnel
du CREDIT LYONNAIS, société anonyme au capital de 1.847.860.375 EUR, dont le siège social est à
LYON (Rhône) 18 rue de la République, et le siège administratif à Villejuif (94811) 20 avenue de
Paris, SIREN 954.509.741 - RCS LYON

Certifie par la présente que nous avons reçu la somme de 1.500,00 euros
(mille cinq cents €) (*Lettres et chiffres*)

par chèque(s) / virement (s) (*) émis par

Madame Myriam BIAVA

Né(e) le 04/05/79 à ARCACHON
et demeurant

3 Rue du Petit Sapin 53200 LAIGNE

en sa qualité d'associé/fondateur de la société(dénomination) 5TM PARTNERS
société SAS (forme de la société) en formation, dont le siège social sera situé :

52 BOULEVARD SEBASTOPOL 75003 PARIS

pour être portée au compte spécial intitulé : « Société 5TM PARTNERS en formation /
souscriptions du capital ».

Ce compte a été ouvert pour recevoir les fonds correspondant aux souscriptions en numéraire
conformément à [l'article L 225-5 du code de commerce (SA, SAS, SCA) / l'article L 223-7 du code de
commerce (SARL, EURL)] (*).

La somme déposée restera immobilisée dans les conditions légales et réglementaires, et son retrait
ne pourra être effectué qu'en se conformant aux dispositions légales.

Fait pour servir et valoir ce que de droit.

A EPERNAY

Le 17/11/17

(*) rayer les mentions inutiles

Jérémie LONGUET
Conseiller Clientel et Professionnel
LCL 07 79 30 79 30



CERTIFICAT CONSTATANT LES VERSEMENTS DE FONDS
SOCIETES EN FORMATION

Je, soussigné, **Jérémy LONGUET**
agissant en qualité **Conseiller Clientèle des Professionnels**
du **CREDIT LYONNAIS**, société anonyme au capital de 1.847.860.375 EUR, dont le siège social est à
LYON (Rhône) 18 rue de la République, et le siège administratif à **Villejuif (94811) 20 avenue de**
Paris, SIREN 954.509.741 - RCS LYON

Certifie par la présente que nous avons reçu la somme de **4.500,00** euros
(**Quatre Mille Cinq Cent €**) (*Lettres et chiffres*)
par chèque(s) / virement (s) (*) émis par

Monsieur **Eric BRANCHEREAU**

Né(e) le **06/02/64** à **LILLE**
et demeurant

8 Parc de Diane
78350 JOUY EN JOSAS

en sa qualité d'associé/fondateur de la société(dénomination) **6TM PARTNERS**
société **SAS** (forme de la société) en formation, dont le siège social sera situé :

52 BD Sebastopol
75003 PARIS

pour être portée au compte spécial intitulé : « **Société 6TM PARTNERS** en formation /
souscriptions du capital ».

Ce compte a été ouvert pour recevoir les fonds correspondant aux souscriptions en numéraire
conformément à [l'article L 225-5 du code de commerce (SA, SAS, SCA) / l'article L 223-7 du code de
commerce (SARL, EURL)] (*).

La somme déposée restera immobilisée dans les conditions légales et réglementaires, et son retrait
ne pourra être effectué qu'en se conformant aux dispositions légales.

Fait pour servir et valoir ce que de droit.

A **Epernay**
Le **17/11/17**

(*) rayer les mentions inutiles

Jérémy LONGUET
Conseiller Clientèle Professionnels
LCL Epernay 7933



CERTIFICAT CONSTATANT LES VERSEMENTS DE FONDS

SOCIETES EN FORMATION

Je, soussigné, Jérémie Longuet
agissant en qualité de conseiller professionnel
du CREDIT LYONNAIS, société anonyme au capital de 1.847.860.375 EUR, dont le siège social est à
LYON (Rhône) 18 rue de la République, et le siège administratif à Villejuif (94811) 20 avenue de
Paris, SIREN 954.509.741 - RCS LYON

Certifie par la présente que nous avons reçu la somme de 1.500,00 euros
(mille cinq cents €) (Lettres et chiffres)
par chèque(s) / virement (s) (*) émis par

Madame Myriam BIAVA

Né(e) le 04/05/79 à ARCACHON
et demeurant

3 Rue du Petit Sapin 53200 LAIGNE

en sa qualité d'associé/fondateur de la société(dénomination) 6TM PARTNERS
société SAS (forme de la société) en formation, dont le siège social sera situé :

52 BOULEVARD SEBASTOPOL 75003 PARIS

pour être portée au compte spécial intitulé : « Société 6TM PARTNERS en formation /
souscriptions du capital ».

Ce compte a été ouvert pour recevoir les fonds correspondant aux souscriptions en numéraire
conformément à [l'article L 225-5 du code de commerce (SA, SAS, SCA) / l'article L 223-7 du code de
commerce (SARL, EURL)] (*).

La somme déposée restera immobilisée dans les conditions légales et réglementaires, et son retrait
ne pourra être effectué qu'en se conformant aux dispositions légales.

Fait pour servir et valoir ce que de droit.

A EPERNAY

Le 17/11/17

(*) rayer les mentions inutiles

Jérémie LONGUET
Conseiller Clientèle Professionnelle
LCL Epernay 7936



CERTIFICAT CONSTATANT LES VERSEMENTS DE FONDS

SOCIETES EN FORMATION

Je, soussigné, **Jérémy Longuet**
agissant en qualité de conseiller professionnel
du CREDIT LYONNAIS, société anonyme au capital de 1.847.860.375 EUR, dont le siège social est à
LYON (Rhône) 18 rue de la République, et le siège administratif à Villejuif (94811) 20 avenue de
Paris, SIREN 954.509.741 - RCS LYON

Certifie par la présente que nous avons reçu la somme de **1.500,00** euros
(**mille cinq cents €**) (*Lettres et chiffres*)
par chèque(s) / virement (s) (*) émis par
SARL JT CONSEIL 818181752

Né(e) le _____ à _____
et demeurant
LIEU DIT LE BOSC MOREL 27270 CHAMBLAC

en sa qualité d'associé/fondateur de la société(dénomination) **STM PARTNERS**
société **SAS** (forme de la société) en formation, dont le siège social sera situé :

52 BOULEVARD SEBASTOPOL 75003 PARIS

pour être portée au compte spécial intitulé : « Société **STM PARTNERS** en formation /
souscriptions du capital ».

Ce compte a été ouvert pour recevoir les fonds correspondant aux souscriptions en numéraire
conformément à [l'article L 225-5 du code de commerce (SA, SAS, SCA) / l'article L 223-7 du code de
commerce (SARL, EURL)] (*).

La somme déposée restera immobilisée dans les conditions légales et réglementaires, et son retrait
ne pourra être effectué qu'en se conformant aux dispositions légales.

Fait pour servir et valoir ce que de droit.

A **EPERNAY**
Le **17/11/17**

(*) rayer les mentions inutiles

Jérémy LONGUET
Conseiller Clientèle Professionnels
LCL Epernay 7933



CERTIFICAT CONSTATANT LES VERSEMENTS DE FONDS
SOCIETES EN FORMATION

Je, soussigné, Jérémie LONGUET
agissant en qualité Conseiller Clientèle des Professionnels
du CREDIT LYONNAIS, société anonyme au capital de 1.847.860.375 EUR, dont le siège social est à
LYON (Rhône) 18 rue de la République, et le siège administratif à Villejuif (94811) 20 avenue de
Paris, SIREN 954.509.741 - RCS LYON

Certifie par la présente que nous avons reçu la somme de 4.500,00 euros
(Quatre Mille Cinq Cent €) (*Lettres et chiffres*)
par chèque(s) / virement (s) (*) émis par

Monsieur Eric BRANCHEREAU

Né(e) le 06/02/64 à LILLE
et demeurant

8 Parc de Diane
78350 JOUY EN JOSAS

en sa qualité d'associé/fondateur de la société(dénomination) 5TM PARTNERS
société SAS (forme de la société) en formation, dont le siège social sera situé :

52 BD Sebastopol
75003 PARIS

pour être portée au compte spécial intitulé : « Société 5TM PARTNERS en formation /
souscriptions du capital ».

Ce compte a été ouvert pour recevoir les fonds correspondant aux souscriptions en numéraire
conformément à [l'article L 225-5 du code de commerce (SA, SAS, SCA) / l'article L 223-7 du code de
commerce (SARL, EURL)] (*).

La somme déposée restera immobilisée dans les conditions légales et réglementaires, et son retrait
ne pourra être effectué qu'en se conformant aux dispositions légales.

Fait pour servir et valoir ce que de droit.

A Epernay
Le 17/11/17

(*) rayer les mentions inutiles

Jérémie LONGUET
Conseiller Clientèle Professionnels
LCL Epernay 7933



1802156602

DATE DEPOT : 2018-02-15

NUMERO DE DEPOT : 2018R016331

N° GESTION : 2018B04451

N° SIREN : 834950776

DENOMINATION : 6TM PARTNERS

ADRESSE : 52 boulevard de Sébastopol 75003 Paris

DATE D'ACTE : 2017/12/14

TYPE D'ACTE : LS

NATURE D'ACTE :

LISTE DES SOUSCRIPTEURS DE LA SAS « 6TM Partners »

1/ EURL HO CONSEIL

Sise 75, Rue Dom Pérignon – 51160 HAUTVILLERS
Représentée par son gérant Monsieur Olivier HEMART

Nombre d'actions : 450
Apports en numéraire : 4.500,00 €

2/ Monsieur Eric BRANCHEREAU

Demeurant 8 Pard de Diane – 78350 JOUY EN JOSAS

Nombre d'actions : 450
Apports en numéraire : 4.500,00 €

3/ VAL'ORGA

Sise 14, Rue du Vieux Faubourg – CS 30028 – 59042 LILLE CEDEX
Représentée par son gérant Monsieur Fabrice BOURNEZ

Nombre d'actions : 450
Apports en numéraire : 4.500,00 €

4/ A3FConsulting

Sise 15, Rue Antonio Vivaldi – 62710 COURRIERES
Représentée par sa gérante Madame Fatima BOUNIF

Nombre d'actions : 150
Apports en numéraire : 1.500,00 €

5/ Madame Myriam BIAVA, née VERNROY

Demeurant 3, Rue du Petit Sapin – 53200 LAIGNÉ

Nombre d'actions : 150
Apports en numéraire : 1.500,00 €

6/ JT CONSEIL

Sise Lieu dit « Le Bosc Morel » - 27270 CHAMBLAC
Représentée par son gérant Monsieur Jérôme TORCHET

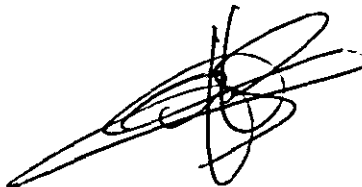
Nombre d'actions : 150

Apports en numéraire : 1.500,00 €

Fait en 10 originaux
Le 14 décembre 2017

Le Président

Monsieur Olivier HEMART

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the left.



1802156601

DATE DEPOT : 2018-02-15

NUMERO DE DEPOT : 2018R016331

N° GESTION : 2018B04451

N° SIREN : 834950776

DENOMINATION : 6TM PARTNERS

ADRESSE : 52 boulevard de Sébastopol 75003 Paris

DATE D'ACTE : 2017/12/14

TYPE D'ACTE : STATUTS CONSTITUTIFS

NATURE D'ACTE :

SAS. 14.12.17

LS. 14.12.17

CA. 17.11.17 AT

6TM Partners ✓

Société par actions simplifiée ✓

au capital de 18.000 euros ✓

Siège social : 52, Boulevard Sébastopol
75003 PARIS ✓

Greffier du Tribunal de
Commerce de Paris
I M R

15 FEV. 2018

N° DE DÉPOT R 016331

12004431

Statuts constitutifs en date du 14 décembre 2017

LES SOUSSIGNES :

1/ EURL HO CONSEIL

Société à Responsabilité Limitée à associé unique

Au capital social de 1.000 €

Dont le siège social est fixé 75, Rue Dom Pérignon – 51160 HAUTVILLERS

Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de REIMS sous le numéro 521 892 042

Représentée par son gérant, Monsieur Olivier HEMART /

2/ Monsieur Eric, Claude, Gérard BRANCHEREAU

né le 6 février 1964 à LILLE (59)

de nationalité Française

célibataire majeur ayant contracté un pacte civil de solidarité avec Madame Catherine, Marie, Suzanne GOURGUECHON, née le 3 mai 1973 à SAINT GERMAIN EN LAYE (déclaré au greffe du tribunal d'instance de VERSAILLES (78) le 7 avril 2011, demeurant ensemble 8 Parc de Diane – 78350 JOUY EN JOSAS

Représenté par Monsieur Olivier HEMART suivant procuration en date du ...4...décembre 2017.

3/ VAL'ORGA

Société à Responsabilité Limitée

Au capital social de 7.500 €

Dont le siège social est fixé 14, Rue du Vieux Faubourg - CS 30028 – 59042 LILLE CEDEX

Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LILLE Métropole sous le numéro 443 195 185

Représentée par son gérant, Monsieur Fabrice BOURNEZ

Représenté par Monsieur Olivier HEMART suivant procuration en date du ...7.... décembre 2017

4/ A3FConsulting

Société à Responsabilité Limitée à associé unique

Au capital social de 1.000 €

Dont le siège social est fixé 15, Rue Antonio Vivaldi – 62710 COURRIERES

Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'ARRAS sous le numéro 814 148 052

Représentée par sa gérante, Madame Fatima BOUNIF

Représentée par Monsieur Olivier HEMART suivant procuration en date du ...8... décembre 2017

5/ Madame Myriam BIAVA, née VERNON

née le 4 mai 1979 à ARCACHON (33)

de nationalité Française

épouse de Monsieur Sébastien BIAVA
né le 23 novembre 1980 à NANTES (44)
demeurant ensemble 3, Rue du Petit Sapin – 53200 LAIGNÉ

mariée sous le régime de la séparation de biens aux termes du contrat de mariage reçu par Maître Isabelle MATHIEU, notaire à CHATEAU GONTIER (53200) le 30 juin 2009 établi préalablement à son union célébrée à la Mairie de CHATEAU GONTIER (53200) le 1^{er} août 2009 ; lequel régime n'a subi aucune modification conventionnelle ou judiciaire à ce jour.
Représentée par Monsieur Olivier HEMART suivant procuration en date du ..6.. décembre 2017

6/ JT CONSEIL

Société à Responsabilité Limitée à associé unique

Au capital social de 1.100 €

Dont le siège social est fixé Lieu dit « Le Bosc Morel – 27270 CHAMBLAC

Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BERNAY sous le numéro 818 181 752

Représentée par son gérant, Monsieur Jérôme TORCHET

Représenté par Monsieur Olivier HEMART suivant procuration en date du ..8.. décembre 2017

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société par actions simplifiée (SAS) devant exister entre eux.

ARTICLE 1 - FORME

Il existe entre les propriétaires des actions ci-après créées et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur, et par les présents statuts.

Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public de ses titres mais peut néanmoins procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

- L'accompagnement des entreprises dans l'organisation et la mise en place de management des entreprises
- La réalisation de mission d'évaluation à forte valeur ajoutée du niveau de conformité et d'efficacité d'une entreprise

- La réalisation d'action de développement des compétences du personnel des entreprises cliente sur les référentiels, techniques et outils de management
- La vente de méthodes, d'outil, de conseil, prestations et supports électronique ou papier relatif au système de management

Et plus généralement, toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à :

- la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus ;
- la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets et droits de propriété intellectuelle concernant ces activités ;
- la participation, directe ou indirecte, de la Société dans toutes opérations financières, mobilières ou immobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ;
- toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination sociale est : " 6TM Partners ". ✓

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "Société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS" et de l'énonciation du montant du capital social.

En outre, la Société doit indiquer en tête de ses factures, notes de commandes, tarifs et documents publicitaires, ainsi que sur toutes correspondances et récépissés concernant son activité et signés par elle ou en son nom, le siège du tribunal au greffe duquel elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés, et le numéro d'immatriculation qu'elle a reçu.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : 52, Boulevard Sébastopol – 75003 PARIS. ✓

Il peut être transféré en tout endroit par décision de la collectivité des associés prise en assemblée générale.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

ARTICLE 6 - APPORTS

Les soussignés apportent à la Société :

Apports en numéraire

Une somme en numéraire de dix huit mille euros (18 000,00 €), correspondant à mille huit cent (1.800) actions de numéraire, d'une valeur nominale de dix euros (10 €) chacune, souscrites en totalité et intégralement libérées, ainsi qu'il résulte du certificat établi en date du ...17.11.1... 2017 par la banque «L.C.L..... », Agence de ..E.P.E.R.N.A.Y (....51.200.....) dépositaire des fonds, auquel est demeurée annexée la liste des associés ayant souscrit avec l'indication, pour chacun d'eux, des sommes versées.

La somme totale versée par les associés, soit dix huit mille euros (18 000,00 €), a été régulièrement déposée à un compte ouvert au nom de la Société en formation, à ladite banque.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de dix huit mille euros (18 000 €).

Toutes les actions sont de même catégorie.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

1 - Le capital social peut être augmenté par tous moyens et selon toutes modalités prévus par la loi.

Le capital social est augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

La collectivité des associés est seule compétente pour décider, sur le rapport du Président, une augmentation de capital immédiate ou à terme. Elle peut déléguer cette compétence au Président dans les conditions fixées à l'article L. 225-129-2 du Code de commerce.

Lorsque la collectivité des associés décide l'augmentation de capital, elle peut déléguer au Président le pouvoir de fixer les modalités de l'émission des titres.

Les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel et la collectivité des associés qui décide l'augmentation de capital peut décider, dans les conditions prévues par la loi, de supprimer ce droit préférentiel de souscription.

Si la collectivité des associés ou, en cas de délégation le Président, le décide expressément, les titres de capital non souscrits à titre irréductible sont attribués aux associés qui auront souscrit un nombre de titres supérieur à celui auquel ils pouvaient souscrire à titre préférentiel.

5
FB OH

proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leurs demandes.

Si l'augmentation du capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, la collectivité des associés délibère aux conditions de quorum et de majorité de la moitié des voix exprimées.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

II - La réduction du capital est autorisée ou décidée par la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires et ne peut en aucun cas porter atteinte à l'égalité des associés. Les associés peuvent déléguer au Président tous pouvoirs pour la réaliser.

III - La collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires peut également décider d'amortir tout ou partie du capital social et substituer aux actions de capital des actions de jouissance partiellement ou totalement amorties, le tout en application des articles L. 225-198 et suivants du Code de commerce.

ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS

Lors de la constitution de la Société, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Président, dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du ou des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, adressée à chaque associé.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Conformément aux dispositions de l'article 1843-3 du Code civil, lorsqu'il n'a pas été procédé dans un délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au Président du tribunal statuant en référé soit d'enjoindre sous astreinte aux dirigeants de procéder à ces appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

En cas de transmission des actions, le transfert de propriété résulte de l'inscription des titres au compte de l'acheteur à la date fixée par l'accord des parties et notifiée à la Société.

Les actions résultant d'apports en industrie sont attribuées à titre personnel. Elles sont inaliénables et intransmissibles.

Elles seront annulées en cas de décès de leur titulaire comme en cas de cessation par ledit titulaire de ses prestations à l'issue d'un délai de trois mois suivant mise en demeure, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, de poursuivre lesdites prestations dans les conditions prévues à la convention d'apport.

ARTICLE 12 - PREEMPTION

La cession d'actions de la Société à un tiers est soumise au respect du droit de préemption des associés défini ci-après :

L'associé cédant doit notifier son projet au Président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en indiquant les informations sur le cessionnaire (nom, adresse et nationalité ou, s'il s'agit d'une personne morale, dénomination, siège social, capital, numéro RCS, identité des associés et des dirigeants), le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix et les conditions de la cession projetée.

Dans un délai d'un mois de ladite notification, le Président notifiera ce projet aux autres associés, individuellement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qui disposeront d'un délai de trois mois pour se porter acquéreurs des actions à céder, dans la proportion de leur participation au capital.

FB 7 OH

Chaque associé exerce son droit de préemption en notifiant au Président le nombre d'actions qu'il souhaite acquérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

A l'expiration du délai de trois mois, le Président devra faire connaître par lettre recommandée avec demande d'avis de réception les résultats de la préemption à l'associé cédant.

Si les droits de préemption sont supérieurs au nombre d'actions proposées à la vente, les actions concernées sont réparties par le Président entre les associés qui ont notifié leur intention d'acquérir au prorata de leur participation au capital et dans la limite de leurs demandes.

Si les offres d'achat sont inférieures au nombre d'actions proposées à la vente, les droits de préemption seront réputés n'avoir jamais été exercés. Dans ce cas, et sous réserve de l'agrément ci-après prévu, l'associé cédant pourra librement céder ses actions au cessionnaire mentionné dans la notification.

Toutefois, l'associé cédant peut demander le bénéfice de l'exercice du droit de préemption à concurrence du nombre de titres pour lequel il aura été notifié par les autres associés et procéder à la cession du solde des actions qu'il envisageait de céder, conformément aux dispositions des statuts.

Lorsque tout ou partie des actions dont la cession est projetée n'aura pas été préemptée dans les conditions ci-dessus prévues, le cédant devra se soumettre à la procédure d'agrément suivante :

ARTICLE 13 - AGREMENT

La cession de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital à un tiers ou au profit d'un associé est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés.

Le cédant doit notifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une demande d'agrément au Président de la Société en indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital dont la cession est envisagée et le prix offert. Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.

L'agrément résulte d'une décision collective des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée. A défaut de notification dans les trois mois qui suivent la demande d'agrément, l'agrément est réputé acquis.

En cas d'agrément, l'associé cédant peut réaliser librement la cession aux conditions prévues dans la demande d'agrément.

8.
F3 OK

En cas de refus d'agrément, la Société est tenue, dans un délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital, soit par un associé ou par un tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la Société, en vue d'une réduction du capital.

A défaut d'accord entre les parties, le prix des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital est déterminé par voie d'expertise, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Si les modalités de détermination du prix des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital sont prévues dans une convention liant les parties à la cession ou au rachat, l'expert désigné sera tenu de les appliquer conformément aux dispositions du second alinéa du I de l'article 1843-4 du Code civil.

Le cédant peut à tout moment aviser le Président, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qu'il renonce à la cession de ses titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital.

Si, à l'expiration du délai de trois mois, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en la forme des référés, sans recours possible, l'associé cédant et le cessionnaire dûment appelés.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions, que lesdites cessions interviennent en cas de dévolution successorale ou de liquidation d'une communauté de biens entre époux, par voie d'apport, de fusion, de partage consécutif à la liquidation d'une société associée, de transmission universelle de patrimoine d'une société ou par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice ou autrement.

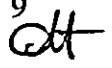
Elles peuvent aussi s'appliquer à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices, ainsi qu'en cas de cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

La présente clause d'agrément ne peut être supprimée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

Toute cession réalisée en violation de cette clause d'agrément est nulle.

Décès d'un actionnaire ou dissolution par liquidation de communauté

En cas de décès d'un actionnaire, la société continue entre les actionnaires survivants et les héritiers et ayants droit de l'actionnaire décédé et éventuellement son conjoint survivant, lesquels héritiers, ayants droit et conjoint survivant sont soumis à l'agrément des actionnaires survivants dans les conditions prévues ci-dessus ; la majorité des deux tiers ne prend pas en compte les parts de l'actionnaire décédé.

9
F3 

Pour l'exercice de leurs droits d'actionnaires, les héritiers ou ayants droit doivent justifier de leur identité personnelle et leurs qualités héréditaires.

Ils doivent également justifier de la désignation du mandataire commun chargé de les représenter pendant la durée de l'indivision prévue dans les présents statuts.

ARTICLE 14 - LOCATION DES ACTIONS

La location des actions est interdite.

ARTICLE 15 - EXCLUSION D'UN ASSOCIE

L'exclusion d'un associé peut être prononcée dans les cas suivants :

- défaut d'affectio societatis ;
- perte de sa qualité de salarié de la société, ou d'une société du groupe, suite à la rupture de son contrat de travail (ex : démission ; licenciement etc.) ;
- violation des statuts et/ou du règlement intérieur le cas échéant ;
- violation des dispositions légales ou réglementaires ;
- mésentente durable entre associés ;
- désaccord persistant sur la gestion, les objectifs et la stratégie de la Société ;
- manquements d'un associé à ses obligations ;
- dissolution, redressement ou liquidation judiciaires ;
- changement de contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce ;
- violation ou résiliation du contrat de partenariat signé en marge des présentes ;
- violation d'une disposition statutaire ;
- condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé personne physique ou morale (ou à l'encontre de l'un de ses dirigeants) ;
- plus généralement, la condamnation judiciaire prononcée à l'encontre d'un associé personne physique ou d'un dirigeant de l'associé personne morale, susceptible de mettre en cause l'image ou la réputation de la Société.

La décision d'exclusion est prise par décision collective des associés statuant à la majorité de la moitié des voix exprimées ; l'associé dont l'exclusion est proposée participe au vote et ses actions sont prises en compte pour le calcul de cette majorité.

La décision d'exclusion ne peut intervenir sans que les griefs invoqués à l'encontre de l'associé susceptible d'être exclu et la date de réunion des associés devant statuer sur l'exclusion lui aient été préalablement communiqués au moyen d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée 15 jours au moins avant la date de la réunion de la collectivité des associés, et ce afin qu'il puisse présenter au cours d'une réunion préalable des associés ses observations, et faire valoir ses arguments en défense, lesquels doivent, en tout état de cause, être mentionnés dans la décision des associés.

La décision d'exclusion prend effet à compter de son prononcé.

En outre, cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs des actions ; il est expressément convenu que la cession sera valable sans qu'il y ait lieu d'appliquer les procédures statutaires prévues en cas de cession (agrément, préemption ...).

La totalité des actions de l'associé exclu doit être cédée dans les 60 jours de la décision d'exclusion.

Le prix de cession des actions de l'exclu sera déterminé d'un commun accord ou, à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

Si la cession des actions de l'associé exclu ou le paiement du prix ne sont pas réalisés dans le délai prévu, la décision d'exclusion sera nulle et de nul effet.

A compter de la décision d'exclusion, les droits non pécuniaires de l'associé exclu seront suspendus.

Les dispositions du présent article s'appliquent dans les mêmes conditions à l'associé qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

La présente clause ne peut être annulée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

ARTICLE 16 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Toute action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Sauf dispositions contraires de l'acte d'apport, les droits attachés aux actions résultant d'apports en industrie sont égaux à ceux de l'associé ayant le moins apporté.

Chaque action donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les consultations collectives ou assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de la collectivité des associés.

Les créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs sociales, ni en demander le partage ou la licitation ; ils doivent s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de la collectivité des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les associés propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou droits nécessaires.

ARTICLE 17 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les associés propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la Société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la Société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la Société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

Le droit de vote attaché aux actions démembrées appartient au nu-propriétaire pour toutes les décisions collectives, sauf pour celles concernant l'affectation des bénéfices où il appartient à l'usufruitier.

Cependant, les associés concernés peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux consultations collectives. La convention est notifiée par lettre recommandée à la Société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute consultation collective qui aurait lieu après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de cette lettre.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propriétaire a le droit de participer aux consultations collectives.

ARTICLE 18 - PRESIDENT DE LA SOCIETE ✓

La société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associée ou non de la Société.

Désignation

Le premier Président de la Société sera désigné aux termes des présents statuts. Le Président est ensuite désigné par décision collective des associés prise à la majorité des deux tiers des voix exprimées.

La personne morale Président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le mandat du Président est renouvelable sans limitation.

Le Président, personne physique, ou le représentant de la personne morale Président, peut être également lié à la Société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

Durée des fonctions

Le Président est nommé sans limitation de durée.

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de trois mois lequel pourra être réduit lors de la consultation de la collectivité des associés qui aura à statuer sur le remplacement du Président démissionnaire.

La démission du Président n'est recevable que si elle est adressée à chacun des associés par lettre recommandée.

Révocation

Le Président peut être révoqué pour un motif grave, par décision de la collectivité des associés prise à l'initiative d'un ou plusieurs associés réunissant au moins 25 % du capital et des droits de vote de la Société et statuant à la majorité des deux tiers des voix exprimées. Toute révocation intervenant sans qu'un motif grave soit établi ouvrira droit à une indemnisation du Président.

En outre, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique,
- mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Président personne morale,
- exclusion du Président associé.

Rémunération

Le Président peut recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées par la décision de nomination. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

En outre, le Président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justificatifs.

Pouvoirs du Président

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans les limites de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les statuts à la collectivité des associés.

Les dispositions des présents statuts limitant les pouvoirs du Président sont inopposables aux tiers.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes sous conditions de l'accord de l'assemblée générale.

ARTICLE 19 - DIRECTEUR GENERAL

Désignation

Le Président peut donner mandat à une personne physique ou à une personne morale de l'assister en qualité de Directeur Général.

La personne morale Directeur Général est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Directeur Général en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Directeur Général personne physique peut être lié à la Société par un contrat de travail.

Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination et ne peut excéder celle du mandat du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général conserve ses fonctions jusqu'à la nomination du nouveau Président, sauf décision contraire des associés.

Les fonctions de Directeur Général prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Directeur Général peut démissionner de son mandat par lettre recommandée adressée au Président, sous réserve de respecter un préavis de trois mois, lequel pourra être réduit lors de la décision prise en assemblée générale qui nommera un nouveau Directeur Général en remplacement du Directeur Général démissionnaire.

Révocation

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision de l'assemblée générale. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique,
- mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Directeur Général personne morale,
- exclusion du Directeur Général associé.

Rémunération

Le Directeur Général peut recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées dans la décision de nomination. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

En outre, le Directeur Général est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justificatifs.

Pouvoirs du Directeur Général

Le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs que le Président, sous réserve des limitations éventuellement fixées par la décision de nomination ou par une décision ultérieure.

Le Directeur Général ne dispose pas du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers.

ARTICLE 20 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS OU ASSOCIES

En application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce, le Président ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes présente aux associés un rapport sur les conventions, intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 dudit code.

Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

Le Président ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé ; la collectivité des associés statue chaque année sur ce rapport lors de sa consultation annuelle sur les comptes sociaux dudit exercice écoulé.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la Société et conclues à des conditions normales.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux autres dirigeants de la Société.

ARTICLE 21 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

La nomination d'un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

Lorsque la désignation d'un Commissaire aux Comptes titulaire et d'un Commissaire aux Comptes suppléant est facultative, la collectivité des associés peut, à la majorité des deux tiers, procéder à ces désignations si elle le juge opportun.

En outre, la nomination d'un Commissaire aux Comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Les Commissaires aux Comptes sont nommés pour six exercices sociaux ; leurs fonctions expirent à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes du sixième exercice social.

Les Commissaires aux Comptes exercent leur mission de contrôle conformément à la loi. Ils ont notamment pour mission permanente de vérifier les valeurs et les documents comptables de la Société, de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux et d'en rendre compte à la Société. Ils ne doivent en aucun cas s'immiscer dans la gestion de la Société.

Les Commissaires aux Comptes sont invités à participer à toute consultation de la collectivité des associés.

ARTICLE 22 - REPRESENTATION SOCIALE

Les délégués du comité d'entreprise, s'il en existe un, exercent les droits prévus par l'article L. 2323-62 du Code du travail auprès du Président. A cette fin, celui-ci les réunira une fois par trimestre au moins, et notamment lors de l'arrêté des comptes annuels.

Le comité d'entreprise doit être informé des décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

Les demandes d'inscription des projets de résolutions présentées par le comité d'entreprise doivent être adressées par tous moyens écrits par un représentant du comité au Président et accompagnées du texte des projets de résolutions.

Elles doivent être reçues au siège social 7 jours au moins avant la date fixée pour la décision des associés. Le Président accuse réception de ces demandes dans les 3 jours de leur réception.

ARTICLE 23 - DECISIONS COLLECTIVES

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- approbation des conventions réglementées,
- nomination des Commissaires aux Comptes,
- augmentation, amortissement et réduction du capital social,
- transformation de la Société,
- fusion, scission ou apport partiel d'actif,
- dissolution et liquidation de la Société,
- augmentation des engagements des associés,
- agrément des cessions d'actions,
- suspension des droits de vote et exclusion d'un associé ou cession forcée de ses actions,
- nomination, révocation et rémunération du Président,
- modification des statuts, sauf transfert du siège social,

Toutes autres décisions relèvent de la compétence du Président.

ARTICLE 24 - FORME ET MODALITES DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives sont prises, au choix du Président en assemblée générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite et être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Toutefois, devront être prises en assemblée générale les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels et à l'affectation des résultats, aux modifications du capital social, à des opérations de fusion, scission ou apport partiel d'actif, à l'exclusion d'un associé.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

ARTICLE 25 - CONSULTATION ECRITE

En cas de consultation écrite, le Président adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de 7 jours à compter de la réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à l'auteur de la consultation par lettre recommandée.

Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

ARTICLE 26 - ASSEMBLEE GENERALE

Les Assemblées Générales sont convoquées, soit par le Président, soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs associés réunissant 5% au moins du capital ou à la demande du comité d'entreprise en cas d'urgence, soit par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe un.

Pendant la période de liquidation, l'Assemblée est convoquée par le liquidateur.

La convocation est effectuée par tous procédés de communication écrite 15 jours avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Toutefois, l'Assemblée Générale se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai si tous les associés y consentent.

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.

Un ou plusieurs associés représentant au moins 25 % du capital ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de projets de résolutions par tous moyens de communication écrite. Ces demandes doivent être reçues au siège social 7 jours au moins avant la date de la réunion. Le Président accuse réception de ces demandes dans les 3 jours de leur réception.

L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas à l'ordre du jour. Elle peut cependant, en toutes circonstances, révoquer le Président, un ou plusieurs dirigeants, et procéder à leur remplacement.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'Assemblée par un autre associé ou par un tiers justifiant d'un mandat. Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite, et notamment par courrier électronique.

Tout associé peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire établi par la Société et remis aux associés qui en font la demande. Il devra compléter le bulletin, en cochant pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote.

Le défaut de réponse dans le délai indiqué par la convocation vaut abstention totale de l'associé.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret 2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache.

Lors de chaque assemblée, le président de séance peut décider de mentionner l'identité de chaque associé, le nombre d'actions et le nombre de droits de vote dont il dispose, dans le procès-verbal ou dans une feuille de présence qu'il certifiera après l'avoir fait émarger par les associés présents et les mandataires.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'Assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'Assemblée.

L'Assemblée désigne un secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

ARTICLE 27 - REGLES D'ADOPTION DES DECISIONS COLLECTIVES

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Quorum

Un quorum de 50% des actions, ayant le droit de vote, est requis pour la validité des décisions collectives.

Majorité

Les décisions collectives entraînant modification des statuts, à l'exception de celles pour lesquelles l'unanimité est exigée par la loi, seront prises à la majorité des trois quarts. Les autres décisions seront prises à la majorité des deux tiers.

ARTICLE 28 - PROCES-VERBAUX DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives prises en assemblée sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés et signés par le Président, le secrétaire, les associés présents et les mandataires des associés représentés.

Les procès-verbaux doivent indiquer le lieu et la date de la consultation, l'identité des associés présents et représentés et celle de toute autre personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et pour chaque résolution le résultat du vote.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime des associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou les feuillets numérotés.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le Président, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

ARTICLE 29 - DROIT D'INFORMATION DES ASSOCIES

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant l'ordre du jour, le texte des résolutions et tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Les rapports établis par le Président doivent être communiqués aux frais de la Société aux associés 15 jours avant la date de la consultation, ainsi que les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés du dernier exercice lors de la décision collective statuant sur ces comptes.

Les associés peuvent, à toute époque, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, des statuts à jour de la Société ainsi que, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, des rapports et documents soumis aux associés à l'occasion des décisions collectives.

ARTICLE 30 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le 31 décembre 2018.

ARTICLE 31 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et établit les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et le cas échéant, l'annexe, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que le cas échéant, l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Président établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

En application des dispositions de l'article L. 225-184 du Code de commerce, il établit un rapport spécial qui informe chaque année la collectivité des associés des opérations réalisées dans le cadre des options de souscription ou d'achat d'actions consenties par la Société à chacun des mandataires sociaux.

Tous ces documents sont mis à la disposition du ou des Commissaires aux Comptes de la Société, s'il en existe, dans les conditions légales et réglementaires.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et, le cas échéant, du rapport du ou des Commissaires aux Comptes. Lorsque la Société établit des comptes consolidés, ceux-ci sont présentés, lors de cette décision collective, avec le rapport de gestion du groupe et le rapport des Commissaires aux Comptes.

ARTICLE 32 - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, la collectivité des associés peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre tous les associés proportionnellement à leurs droits dans le capital.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 33 - PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision collective des associés ou, à défaut, par le Président.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du Président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 34 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision collective des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si la collectivité des associés n'a pu délibérer valablement. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 35 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La Société peut se transformer en société d'une autre forme sur décision collective des associés aux conditions fixées par la loi.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de chacun des associés qui acceptent de devenir commandités en raison de la responsabilité solidaire et indéfinie des dettes sociales.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

ARTICLE 36 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi et, sauf prorogation, à l'expiration du terme fixé par les statuts, ou à la suite d'une décision collective des associés prise dans les conditions fixées par les présents statuts.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette décision collective.

Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et à répartir le solde disponible entre les associés.

La collectivité des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après remboursement à chacun des associés du montant nominal et non amorti de leurs actions, est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine de la Société à l'associé unique, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

ARTICLE 37 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, soit entre la Société et les associés titulaires de ses actions, soit entre les associés titulaires d'actions eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

ARTICLE 38 - NOMINATION DES DIRIGEANTS

Nomination du Président

Le premier Président de la Société nommé aux termes des présents statuts sans limitation de durée est :

1/ Monsieur **HEMART Olivier Christian**
né le 30 novembre 1969 à ANTONY (92)
de nationalité Française
demeurant 75, Rue Dom Pérignon - 51160 HAUTVILLERS
célibataire majeur n'ayant pas conclu de Pacte Civil de Solidarité
représentant la société dénommée « EURL HO CONSEIL »

Monsieur **HEMART Olivier** accepte les fonctions de Président et déclare, en ce qui le concerne, n'être atteint d'aucune incompatibilité ni d'aucune interdiction susceptibles d'empêcher sa nomination et l'exercice de ses fonctions.

Nomination du Directeur Général

Sont nommés en qualité de Directeur Général de la Société sans limitation de durée, sans qu'elle puisse toutefois excéder celle du mandat du Président :

Monsieur Eric, Claude, Gérard BRANCHEREAU

né le 6 février 1964 à LILLE (59)

de nationalité Française

célibataire majeur ayant contracté un pacte civil de solidarité avec Madame Catherine, Marie, Suzanne GOURGUECHON, née le 3 mai 1973 à SAINT GERMAIN EN LAYE (déclaré au greffe du tribunal d'instance de VERSAILLES (78) le 7 avril 2011, demeurant ensemble 8 Parc de Diane – 78350 JOUY EN JOSAS

ET

Monsieur Fabrice BOURNEZ

né le 31 mai 1968 à BESANCON (25)

de nationalité Française

demeurant 54, Rue du Général de Gaulle – 59253 LA GORGUE
représentant la société dénommée « VAL'ORGA »

Conformément aux dispositions des statuts, ils disposeront des mêmes pouvoirs de direction que le Président de la Société.

Conformément aux statuts, ils auront comme le Président le droit de représenter la Société à l'égard des tiers.

Monsieur Eric BRANCHEREAU et Monsieur Fabrice BOURNEZ, ainsi nommés acceptent les fonctions de Directeur Général et déclarent, en ce qui les concerne, n'être atteint d'aucune incompatibilité ni d'aucune interdiction susceptibles d'empêcher leur nomination et l'exercice de leurs fonctions.

Monsieur Eric BRANCHEREAU et Monsieur Fabrice BOURNEZ percevront une rémunération dont les modalités de fixation et de règlement seront déterminées par une décision ultérieure.

ARTICLE 39 - REPRISE DES ENGAGEMENTS ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION

Conformément à la loi, la Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

L'état des actes accomplis au nom de la Société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la Société, est annexé aux présents statuts.

Cet état a été tenu à la disposition des associés dans les délais légaux à l'adresse prévue du siège social.

La signature des présents statuts emportera reprise de ces engagements par la Société, lorsque celle-ci aura été immatriculée au Registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 40 - FORMALITES DE PUBLICITE - POUVOIRS - FRAIS

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme des présentes pour effectuer l'ensemble des formalités légales relatives à la constitution de la Société et notamment :

- signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social ;
- procéder à toutes déclarations auprès du Centre de Formalités des Entreprises compétent ;
- effectuer toutes formalités en vue de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés ;
- à cet effet, signer tous actes et pièces, acquitter tous droits et frais, et plus généralement faire tout ce qui sera nécessaire afin de donner à la Société présentement constituée son existence légale en accomplissant toutes autres formalités prescrites par la loi.

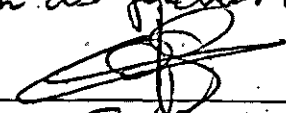
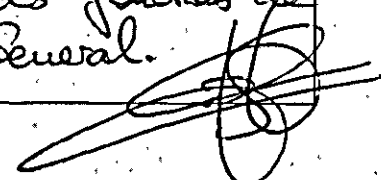
Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme des présentes à l'effet d'accomplir l'ensemble des formalités de publicité, de dépôt et autres pour parvenir à l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés.

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites seront supportés par la société, portés au compte des "frais d'établissement", qui s'y oblige.

Fait à PARIS

Le 14 décembre 2017

En 10 exemplaires originaux

EURL HO CONSEIL Représentée par son gérant M. Olivier HEMART ¹	Lu et Approuvé. Bon Pour Acceptation des fonctions de Président 
M. Eric BRANCHEREAU représenté par M. Olivier HEMART ²	Lu et Approuvé. Bon pour acceptation des fonctions de Directeur Général. 

¹ Signature sous la mention manuscrite « Lu et approuvé – Bon pour acceptation des fonctions de Président »

² Signature sous la mention manuscrite « Lu et approuvé – Bon pour acceptation des fonctions de Directeur général »

ANNEXE

ETAT DES ACTES ACCOMPLIS POUR LA SOCIETE EN VOIE DE FORMATION AVANT LA SIGNATURE DES STATUTS

- Ouverture d'un compte bancaire au nom de la société en formation auprès de la banque «L...S...L..... », agence de ...d'...E...RNOY..... (51200..) le 17.11.2017 et dépôt de :
F3 04 - 4.500 € par la société « EURL HO CONSEIL » représentée par son gérant Monsieur Olivier HEMART
 - 4.500 € par Monsieur Eric BRANCHEREAU
 - 4.500 € par la société « VAL'ORGA », représentée par son gérant Monsieur Fabrice BOURNEZ
 - 1.500 € par la société « AF3Consulting » représentée par sa gérante Madame Fatima BOUNIF
 - 1.500 € par Madame Myriam BIAVA, née VERNON
 - 1.500 € par la société « JT CONSEIL » représentée par son gérant Monsieur Jérôme TORCHET
- Signature d'un contrat de domiciliation par Monsieur Olivier HEMART en date du 18 novembre 2017

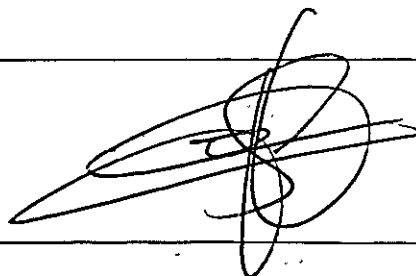
Conformément aux dispositions de l'article R. 210-6 du Code de commerce, ces états seront annexés aux statuts, dont la signature emportera reprise des engagements par la Société dès que celle-ci aura été immatriculée au Registre du commerce et des sociétés.

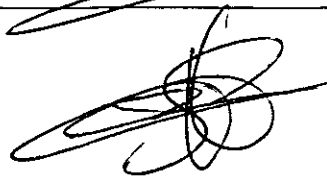
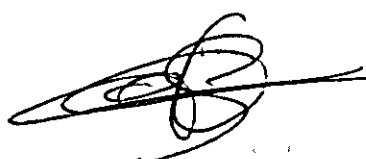
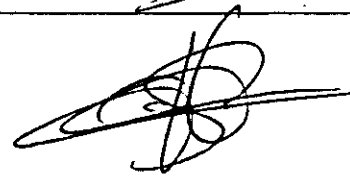
Fait à PARIS

Le 14 décembre 2017

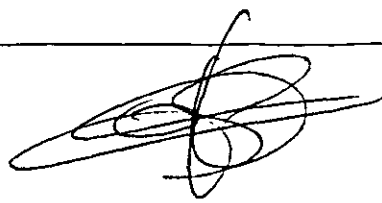
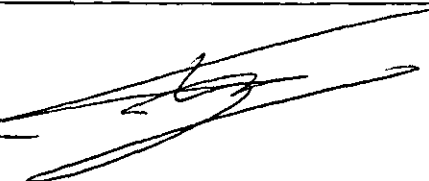
En 9 exemplaires originaux

EURL HO CONSEIL
Représentée par son gérant
M. Olivier HEMART



VAL'ORGA représentée par son gérant M. Fabrice BOURNEZ représenté par M. Olivier HEMART ³	<i>Lu et approuvé. Bon pour acceptation des fonctions de Directeur Général.</i>
A3FConsulting représentée par sa gérante Mme Fatima BOUNIF représentée par M. Olivier HEMART	
Mme Myriam BIAVA, née VERNY représentée par M. Olivier HEMART	
JT CONSEIL représentée par son gérant M. Jérôme TORCHET représenté par M. Olivier HEMART	

³ Signature sous la mention manuscrite « Lu et approuvé – Bon pour acceptation des fonctions de Directeur général »

M. Eric BRANCHEREAU représenté par M. Olivier HEMART	
VAL'ORGA représentée par son gérant M. Fabrice BOURNEZ représenté par M. Olivier HEMART	

Jérôme TORCHET
Le Bosc Morel
27270 CHAMBLAC

à Chamblac, le 08/12/2017

Madame, Monsieur,

Je soussigné(e) Monsieur Jérôme TORCHET, né(e) le 13 Avril 1967 et demeurant au Bosc Morel, 27270 CHAMBLAC, représentant légal de la société EURL JTCONSEIL (SIRET 818 181 752 00010), agissant en tant que mandant, donne procuration à Monsieur Olivier HEMART, né(e) le 30 novembre 1969 et demeurant au 75, Rue Dom Pérignon, S1160 Hautvillers représentant légal de la société EURL HOCONSEIL (SIRET S2189204200016), agissant en tant que mandataire.

Le mandataire pourra effectuer toute les démarches nécessaires *à la signature des statuts de la société 6TM Partners SAS* au capital de 18.000 euros domicilié au c/o MULTIBURO, 52 bd Sébastopol, 75003 Paris.

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

La Société 6TM Partners SAS a pour objet, en France et à l'étranger :

- L'accompagnement des entreprises dans l'organisation et la mise en place de management des entreprises,
- La réalisation de mission d'évaluation à forte valeur ajoutée du niveau de conformité et d'efficacité d'une entreprise,
- La réalisation d'action de développement des compétences du personnel des entreprises cliente sur les référentiels, techniques et outils de management,
- La vente de méthodes, d'outil, de conseil, prestations et supports électronique ou papier relatif au système de management.

La répartition du capital par actionnaire est définie comme ci-dessous :

1/ EURL HO CONSEIL

Sise 75, Rue Dom Pérignon – S1160 HAUTVILLERS

Représentée par son gérant Monsieur Olivier HEMART

Nombre d'actions : 450

Apports en numéraire : 4.500,00 €

2/ Monsieur Eric BRANCHÉREAU

Demeurant 8 Pard de Diane – 78350 JOUY EN JOSAS

Nombre d'actions : 450

Apports en numéraire : 4.500,00 €

JT

3/ VAL'ORGA

Sise 14, Rue du Vieux Faubourg – C5 30028 – 59042 LILLE CEDEX

Représentée par son gérant Monsieur Fabrice BOURNEZ

Nombre d'actions : 450

Apports en numéraire : 4.500,00 €

4/ A3FConsulting

Sise 15, Rue Antonio Vivaldi – 62710 COURRIERES

Représentée par sa gérante Madame Fatima BOUNIF

Nombre d'actions : 150

Apports en numéraire : 1.500,00 €

5/ Madame Myriam BIAVA, née VERNY

Demeurant 3, Rue du Petit Sapin – 53200 LAIGNÉ

Nombre d'actions : 150

Apports en numéraire : 1.500,00 €

6/ JT CONSEIL

Sise Lieu-dit « Le Bosc Morel » - 27270 CHAMBLAC

Représentée par son gérant Monsieur Jérôme TORCHET

Nombre d'actions : 150

Apports en numéraire : 1.500,00 €

Cette procuration est valable du 04 décembre 2017 au 31 décembre 2017.

Fait à Chamblac, le 08/12/2017.

JTCONSEIL

Le Bosc Morel

27270 CHAMBLAC

RCS de Bernay-SIRET 81818175200010

jerome.torchet@orange.fr

EURL au Capital de 1100€

Myriam BIAVA
3, Rue du Petit Sapin
53200 – Laigné
Tél : 06.15.73.65.81
Mail : myriambiava@gmail.com

à Laigné, le 06/12/2017

Madame, Monsieur,

Je soussignée Madame Myriam BIAVA, née le 04 mai 1979 et demeurant au 3, Rue du Petit Sapin, 53200 Laigné, agissant en tant que mandant, donne procuration à Monsieur Olivier HEMART, né le 30 novembre 1969 et demeurant au 75, Rue Dom Pérignon, 51160 Hautvillers représentant légal de la société EURL HO CONSEIL (SIRET 52189204200016), agissant en tant que mandataire.

Le mandataire pourra effectuer toutes les démarches nécessaires *à la signature des statuts de la société 6TM Partners SAS* au capital de 18.000 euros domiciliée au c/o MULTIBURO, 52 bd Sébastopol, 75003 Paris.

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

La Société 6TM Partners SAS a pour objet, en France et à l'étranger :

- L'accompagnement des entreprises dans l'organisation et la mise en place de management des entreprises,
- La réalisation de missions d'évaluation à forte valeur ajoutée du niveau de conformité et d'efficacité d'une entreprise,
- La réalisation d'actions de développement des compétences du personnel des entreprises clientes sur les référentiels, techniques et outils de management,
- La vente de méthodes, d'outils, de conseils, prestations et supports électroniques ou papiers relatifs aux systèmes de management.

La répartition du capital par actionnaire est définie comme ci-dessous :

1/ EURL HO CONSEIL

Sise 75, Rue Dom Pérignon – 51160 HAUTVILLERS

Représentée par son gérant Monsieur Olivier HEMART

Nombre d'actions : 450

Apports en numéraire : 4.500,00 €

2/ Monsieur Eric BRANCHEREAU

Demeurant 8 Parc de Diane – 78350 JOUY EN JO5AS

Nombre d'actions : 450

Apports en numéraire : 4.500,00 €

3/ VAL'ORGA

Sise 14, Rue du Vieux Faubourg – CS 30028 – 59042 LILLE CEDEX

Représentée par son gérant Monsieur Fabrice BOURNEZ

Nombre d'actions : 450

Apports en numéraire : 4.500,00 €

4/ A3FConsulting

Sise 15, Rue Antonio Vivaldi – 62710 COURRIERES

Représentée par sa gérante Madame Fatima BOUNIF

Nombre d'actions : 150

Apports en numéraire : 1.500,00 €

5/ Madame Myriam BIAVA, née VERNY

Demeurant 3, Rue du Petit Sapin – 53200 LAIGNÉ

Nombre d'actions : 150

Apports en numéraire : 1.500,00 €

6/ JT CONSEIL

Sise Lieu-dit « Le Bosc Morel » - 27270 CHAMBLAC

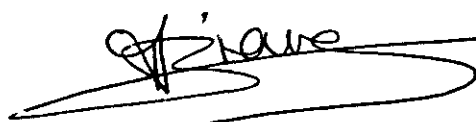
Représentée par son gérant Monsieur Jérôme TORCHET

Nombre d'actions : 150

Apports en numéraire : 1.500,00 €

Cette procuration est valable du 06 décembre 2017 au 31 décembre 2017.

Fait à Laigné, le 06/12/2017.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'J. Torchet', with a long horizontal flourish extending to the right.

Eric Branchereau
8 Parc de Diane
78350 JOUY-EN-JOSAS

A Jouy-en-Josas le 04/12/2017

Madame, Monsieur,

Je soussigné Monsieur Eric BRANCHEREAU, né le 06 février 1964 et demeurant au 8 Parc de Diane, 78350 JOUY-EN-JOSAS, agissant en tant que mandant, donne procuration à Monsieur Olivier HEMART, né(e) le 30 novembre 1969 et demeurant au 75, Rue Dom Pérignon, 51160 Hautvillers représentant légal de la société EURL HO CONSEIL (SIRET 52189204200016), agissant en tant que mandataire.

Le mandataire pourra effectuer toute les démarches nécessaires *à la signature des statuts de la société 6TM Partners SAS* au capital de 18.000 euros domicilié au c/o MULTIBURO, 52 bd Sébastopol, 75003 Paris.

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

La Société 6TM Partners SAS a pour objet, en France et à l'étranger :

- L'accompagnement des entreprises dans l'organisation et la mise en place de management des entreprises,
- La réalisation de mission d'évaluation à forte valeur ajoutée du niveau de conformité et d'efficacité d'une entreprise,
- La réalisation d'action de développement des compétences du personnel des entreprises cliente sur les référentiels, techniques et outils de management,
- La vente de méthodes, d'outil, de conseil, prestations et supports électronique ou papier relatif au système de management.

La répartition du capital par actionnaire est définie comme ci-dessous :

1/ EURL HO CONSEIL

Sise 75, Rue Dom Pérignon – 51160 HAUTVILLERS

Représentée par son gérant Monsieur Olivier HEMART

Nombre d'actions : 450

Apports en numéraire : 4.500,00 €

2/ Monsieur Eric BRANCHEREAU

Demeurant 8 Parc de Diane – 78350 JOUY EN JOSAS

Nombre d'actions : 450

Apports en numéraire : 4.500,00 €

3/ VAL'ORGA

Sise 14, Rue du Vieux Faubourg – CS 30028 – 59042 LILLE CEDEX

Représentée par son gérant Monsieur Fabrice BOURNEZ

Nombre d'actions : 450

Apports en numéraire : 4.500,00 €

4/ A3FConsulting

Sise 15, Rue Antonio Vivaldi – 62710 COURRIERES

Représentée par sa gérante Madame Fatima BOUNIF

Nombre d'actions : 150

Apports en numéraire : 1.500,00 €

5/ Madame Myriam BIAVA, née VERNY

Demeurant 3, Rue du Petit Sapin – 53200 LAIGNÉ

Nombre d'actions : 150

Apports en numéraire : 1.500,00 €

6/ JT CONSEIL

Sise Lieu-dit « Le Bosc Morel » - 27270 CHAMBLAC

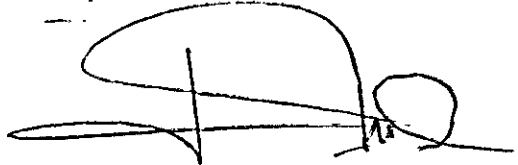
Représentée par son gérant Monsieur Jérôme TORCHET

Nombre d'actions : 150

Apports en numéraire : 1.500,00 €

Cette procuration est valable du 04 décembre 2017 au 31 décembre 2017.

Fait à Jouy-en-Josas, le 04 décembre 2017.



Eric Brachet

Fabrice BOURNEZ
Gérant de Val'Orga
Multiburo
14 rue du Vieux Faubourg
59042 Lille cedex

à Lille, le 07/12/2017

Madame, Monsieur,

Je soussigné(e) Fabrice BOURNEZ, né(e) le 31 mai 1968 et demeurant au 54 rue du Général de Gaulle, représentant légal de la société Val'Orga (SIRET 44319518500014), agissant en tant que mandant, donne procuration à Monsieur Olivier HEMART, né(e) le 30 novembre 1969 et demeurant au 75, Rue Dom Pérignon, 51160 Hautvillers représentant légal de la société EURL HO CONSEIL (SIRET 52189204200016), agissant en tant que mandataire.

Le mandataire pourra effectuer toute les démarches nécessaires *à la signature des statuts de la société 6TM Partners SAS* au capital de 18.000 euros domicilié au c/o MULTIBURO, 52 bd Sébastopol, 75003 Paris.

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

La Société 6TM Partners SAS a pour objet, en France et à l'étranger :

- L'accompagnement des entreprises dans l'organisation et la mise en place de management des entreprises,
- La réalisation de mission d'évaluation à forte valeur ajoutée du niveau de conformité et d'efficacité d'une entreprise,
- La réalisation d'action de développement des compétences du personnel des entreprises cliente sur les référentiels, techniques et outils de management,
- La vente de méthodes, d'outil, de conseil, prestations et supports électronique ou papier relatif au système de management.

La répartition du capital par actionnaire est définie comme ci-dessous :

1/ EURL HO CONSEIL

Sise 75, Rue Dom Pérignon – 51160 HAUTVILLERS

Représentée par son gérant Monsieur Olivier HEMART

Nombre d'actions : 450

Apports en numéraire : 4.500,00 €

2/ Monsieur Eric BRANCHEREAU

Demeurant 8 Pard de Diane – 78350 JOUY EN JOSAS

Nombre d'actions : 450

Apports en numéraire : 4.500,00 €

3/ VAL'ORGA

Sise 14, Rue du Vieux Faubourg – C5 30028 – 59042 LILLE CEDEX

Représentée par son gérant Monsieur Fabrice BOURNEZ

Nombre d'actions : 450

Apports en numéraire : 4.500,00 €

4/ A3FConsulting

Sise 15, Rue Antonio Vivaldi – 62710 COURRIERES

Représentée par sa gérante Madame Fatima BOUNIF

Nombre d'actions : 150

Apports en numéraire : 1.500,00 €

5/ Madame Myriam BIAVA, née VERNON

Demeurant 3, Rue du Petit Sapin – 53200 LAIGNÉ

Nombre d'actions : 150

Apports en numéraire : 1.500,00 €

6/ JT CONSEIL

Sise Lieu-dit « Le Bosc Morel » - 27270 CHAMBLAC

Représentée par son gérant Monsieur Jérôme TORCHET

Nombre d'actions : 150

Apports en numéraire : 1.500,00 €

Cette procuration est valable du 04 décembre 2017 au 31 décembre 2017.

Fait à Lille le 7 décembre 2017.

VAL'ORGA
14 RUE DU VIEUX FAUBOURG
59042 LILLE CEDEX
SARL 7 5006 APE 741B
SIRET 443 195 185 00014

Fatima BOUNIF
15, rue Antonio Vivaldi
62710, COURRIERES

à Courrières, le 08/12/2017

Madame, Monsieur,

Je soussignée Madame Fatima BOUNIF, née le 04 mai 1971 et demeurant au 15, rue Antonio Vivaldi 62710 à COURRIERES, représentante légale de la société A3FCONSULTING (SIRET 814 148 052), agissant en tant que mandant, donne procuration à Monsieur Olivier HEMART, né(e) le 30 novembre 1969 et demeurant au 75, Rue Dom Pérignon, S1160 Hautvillers représentant légal de la société EURL HO CONSEIL (SIRET 52189204200016), agissant en tant que mandataire.

Le mandataire pourra effectuer toute les démarches nécessaires *à la signature des statuts de la société 6TM Partners SAS* au capital de 18.000 euros domicilié au c/o MULTIBURO, 52 bd Sébastopol, 75003 Paris.

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

La Société 6TM Partners SAS a pour objet, en France et à l'étranger :

- L'accompagnement des entreprises dans l'organisation et la mise en place de management des entreprises,
- La réalisation de mission d'évaluation à forte valeur ajoutée du niveau de conformité et d'efficacité d'une entreprise,
- La réalisation d'action de développement des compétences du personnel des entreprises cliente sur les référentiels, techniques et outils de management,
- La vente de méthodes, d'outil, de conseil, prestations et supports électronique ou papier relatif au système de management.

La répartition du capital par actionnaire est définie comme ci-dessous :

1/ EURL HO CONSEIL

Sise 75, Rue Dom Pérignon – S1160 HAUTVILLERS

Représentée par son gérant Monsieur Olivier HEMART

Nombre d'actions : 450

Apports en numéraire : 4.500,00 €

2/ Monsieur Eric BRANCHEREAU

Demeurant 8 Pard de Diane – 78350 JOUY EN JOSAS

Nombre d'actions : 450

Apports en numéraire : 4.500,00 €

3/ VAL'ORGA

Sise 14, Rue du Vieux Faubourg – CS 30028 – 59042 LILLE CEDEX

Représentée par son gérant Monsieur Fabrice BOURNEZ

Nombre d'actions : 450

Apports en numéraire : 4.500,00 €

4/ A3FConsulting

Sise 15, Rue Antonio Vivaldi – 62710 COURRIERES

Représentée par sa gérante Madame Fatima BOUNIF

Nombre d'actions : 150

Apports en numéraire : 1.500,00 €

5/ Madame Myriam BIAVA, née VERNY

Demeurant 3, Rue du Petit Sapin – 53200 LAIGNÉ

Nombre d'actions : 150

Apports en numéraire : 1.500,00 €

6/ JT CONSEIL

Sise Lieu-dit « Le Bosc Morel » - 27270 CHAMBLAC

Représentée par son gérant Monsieur Jérôme TORCHET

Nombre d'actions : 150

Apports en numéraire : 1.500,00 €

Cette procuration est valable du 04 décembre 2017 au 31 décembre 2017.

Fait à Courrières, le 08/12/2017.

